

canadienne de répondre aux demandes du peuple canadien, il faut un système qui en permette la réalisation. Et cette réalisation viendra en tant que les consommateurs canadiens aient en main le pouvoir d'achat pour acheter la production qui existe présentement au Canada.

Lorsque nous avons le pouvoir d'achat, lorsque j'ai moi-même le pouvoir d'achat, je n'ai pas besoin du gouvernement fédéral ni du gouvernement provincial de Québec ni de l'Ontario pour me dire quoi faire, ne pas faire, acheter ou ne pas acheter. Je me trouve assez intelligent pour choisir et décider par moi-même ce dont j'ai besoin. Mon voisin, lorsqu'il en a la chance ou la permission, peut agir exactement de la même façon, dans les mêmes circonstances.

Ce qui revient à dire, monsieur l'Orateur, qu'au lieu de nous attaquer...

**Une voix:** Parlez-nous des lapins!

**M. Caouette:** Je ne sais pas qui hurle derrière les rideaux, monsieur l'Orateur; je voudrais lui voir la figure de façon que nous sachions à qui nous adresser.

Nous croyons sincèrement que dans la mesure où le commerce, l'industrie, les manufactures peuvent créer des biens et des services, le gouvernement devra ordonner à la Banque du Canada de rendre financièrement possible ce qui est physiquement réalisable.

**Une voix:** Il va falloir convertir les libéraux!

**M. Caouette:** J'entends un de mes bons amis dire que nous aurons à convertir les libéraux. Et voici maintenant qu'on applaudit en riant. Seulement, monsieur l'Orateur, je préviens ces gentils députés de l'opposition libérale de faire attention à eux, car dans leurs comtés il y a des gens qui sont plus intelligents qu'eux-mêmes. Ces gens-là comprennent la situation actuelle mieux que certains députés qui siègent ici en cette enceinte.

Je ne veux blesser personne parmi les députés, mais je leur suggère de se tenir plus près de leurs électeurs qu'ils ne le sont dans le moment...

On a vu, au lendemain des élections, l'honorable député de Mercier (M. Boulanger), qui ferait mieux de mettre le bouchon sur la cruche, autrement il va passer pour ne pas être intelligent, et je ne veux pas le blesser indûment.

Monsieur l'Orateur, le peuple devient de plus en plus conscient. Et, aujourd'hui, si le peuple se détache des vieux partis politiques—comme je l'ai fait moi-même il y a 25 ans—c'est justement parce qu'on ne lui offre rien, si ce n'est des promesses électorales qui n'ont aucune suite.

[M. Caouette.]

On a eu les libéraux pendant 22 ans à Ottawa. On a les conservateurs depuis cinq ans. Les uns remplacent les autres très bien, ça vaut la même chose. C'est une équation égale.

**Une voix:** Vous êtes aveugle pour dire cela!

**M. Caouette:** Oui, nous sommes aveugles, mais nous n'avons pas vu clair pendant 22 ans, parce que nous avions les libéraux; et c'est pour ça qu'aujourd'hui tout le monde est aveugle au Canada, parce que nous les avons eus trop longtemps.

Monsieur l'Orateur, le bill C-87 prévoit l'organisation d'un Office national de développement économique. Nous en sommes. Nous favorisons l'établissement d'un tel office, mais un office qui ne dictera pas ses volontés à la production. Il faudra que ce soit un office qui aide à faciliter l'écoulement de la production vers la consommation, un office qui trouve une solution pour permettre l'écoulement de ces produits vers le marché primordial au Canada, le marché domestique.

Nous envoyons des émissaires de gauche à droite dans le monde entier. Nous cherchons à exporter nos produits, alors que notre marché domestique n'est même pas satisfait. Et lorsque nous arrivons avec les solutions du Crédit social, on nous dit: «Oui, mais lorsque nous aurons trop de produits»? Ce n'est pas là le cas présentement, ce n'est pas le problème. Le problème du Canada, aujourd'hui, n'en est pas un de surproduction, c'est un problème de «sous-consommation», et c'est autour de cette «sous-consommation» que je voudrais un office ou une commission. Un office national de développement économique qui attacherait plus d'importance à ce problème au cours de ses délibérations.

Lorsqu'on parle de planification, comme le répétait l'autre jour, à Québec, le chef du parti socialiste canadien, l'honorable député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas), on songe à:

1. découvrir ce que le peuple veut voir son économie produire...

Depuis quand le peuple a-t-il dit qu'il voulait voir son économie produire?

...et comment il veut que se fasse la production; (un Conseil économique, composé de divers agents économiques, des consommateurs, etc., aurait pour tâche d'informer le Commissariat sur ce point);

2. découvrir les possibilités actuelles et prochaines de l'économie;

Tout a été couvert présentement. Allons voir nos ingénieurs professionnels, nos compétences à travers le Canada.

Peu importe la couleur des partis politiques tout le monde admettra que nous pouvons doubler, tripler, quadrupler, quintupler la